

LA LETTRE DE LA COMMISSION NATIONALE ECOLOGIE DE LA LCR

## « **L'écologie 100% à gauche** » n° 6

dimanche 29 janvier 2006, par [LCR \(Commission nationale écologie\)](#) (Date de rédaction antérieure : mars 2003).

Sommaire

- [Défendre le moratoire sur les](#)
- [Le tout camion tue](#)
- [Vociférer pour cacher son](#)
- [Nucléaire : Prolifération](#)

**Edito**

### **Défendre le moratoire sur les OGM**

A près la sévère répression à l'encontre des militants anti-OGM, une nouvelle étape pour étouffer le débat sur les OGM vient d'être franchie. Pour permettre la levée du moratoire en vigueur depuis 1999, deux expertises ont été confiées aux Académies des sciences, de médecine et de pharmacie. Leurs rapports sont favorables aux OGM. Ceci n'est pas une grande surprise quand on sait que les Académies sont le fief des anciens scientifiques de la grande industrie qui, sous couvert du prestige de la science, servent les intérêts des multinationales et sont là pour empêcher la contestation.

De plus le sérieux de ces scientifiques en matière d'environnement est pour le moins douteux : aucune étude sur les risques écologiques, notamment celui touchant à la biodiversité n'a été menée. Quand aux risques liés aux OGM sur la santé de l'homme, on peut croire que ce sujet n'est pas d'une grande importance puisque le budget alloué à la recherche de risques n'était que de 2 millions d'euros contre 300 millions d'euros pour le programme Génoplante (étude du génome des plantes). Toute cette supercherie n'est qu'un procédé pour imposer les OGM aux 75% de la population qui ne les souhaite pas.

Alors que la résistance en France et dans de nombreux pays, notamment ceux du sud, ne désarme pas, les effets catastrophiques liés aux OGM se font déjà sentir. Aux Etats- Unis : rendements à la baisse et utilisation des herbicides et des pesticides à la hausse. Au Canada : condamnation d'agriculteurs contaminés pour détention gratuite d'OGM ! En Espagne : traces de transgénèses identifiées dans 3 cultures différentes issues de l'agriculture biologique (les agriculteurs bio sont très fortement opposés à la culture d'OGM). Dans plusieurs pays du sud de l'Afrique : le programme alimentaire de l'ONU essaye d'imposer des céréales transgéniques en provenance des Etats-Unis ; après le refus de plusieurs pays, le Malawi finit par accepter mais se retrouve avec du maïs sous forme de farine pour que les populations ne puissent pas replanter les grains... Il est plus que jamais urgent de s'opposer à la dictature des multinationales de l'agroalimentaire exercée sur les peuples et de défendre le moratoire européen sur les OGM. Nos vies valent décidément plus que leurs profits !

Elodie Rivière

## **Le tout camion tue**

Alors que le tunnel du Somport vient d'ouvrir, une enquête publiée dans Le Parisien du 20 février 2003 nous apprend que chaque année en France plus de 1000 personnes trouvent la mort dans des accidents impliquant des camions.

Le développement exponentiel du transport routier entraîne donc son lot de « victimes collatérales ». Plusieurs indicateurs montrent la dangerosité du secteur : ainsi entre 1997 et 2001 les vitesses moyennes ont augmenté de plus de 7 km/h et 65% des routiers dépassent régulièrement les limites de vitesses. Par ailleurs une étude médicale montre le manque de sommeil de ces salariés qui pour beaucoup se trouvent en décalage horaire permanent du fait de l'alternance entre les rythmes de travail et les rythmes de vie le week-end.

Cette dangerosité qui porte atteinte tant à la vie des salariés que des autres usagers de la route est le résultat de l'exploitation féroce qui règne dans le secteur, où les marges se font sur le non respect de règles sociales et de sécurité pourtant déjà élastiques. Faire payer au patronat routier et à ses grands donneurs d'ordre de l'industrie et de la distribution le coût social et écologique réel de ce mode de transport conduirait à en réduire considérablement le volume et le développement. Ce n'est pas la droite qui le fera. Mais ce n'est pas la gauche officielle qui l'a fait non plus...

## **Vociférer pour cacher son immobilisme**

Chirac élève le ton contre les voyous des mers et les patrons indécents. Des instructions sont ouvertes en catastrophe sur les injonctions du gouvernement... Celui-ci sait pourtant très bien que tout ça a bien peu de chances d'aboutir tant que le droit restera ce qu'il est aujourd'hui.

Les chances de remonter jusqu'à l'armateur grec, qui se cache derrière la société libérienne Mare Shipping Inc., propriétaire du Prestige sont quasi nulles, de même que celles de voir un jour sous les écrous le responsable du groupe russe Alpha, maison mère d'un jour de Crown Resources, affréteur du Prestige et possesseur de la cargaison.

Pourtant rien n'est proposé pour permettre de mettre en cause ces donneurs d'ordre. Pourquoi ? Parce qu'une telle réforme menacerait potentiellement toutes les plus grosses multinationales, qui n'ont cessé de multiplier les écrans juridiques fictifs pour rester à l'abri des conséquences de leurs actes, à commencer par notre « champion » hexagonal, TotalFinaElf...

## **Nucléaire : Prolifération française**

*Dans une époque où Chirac se drape dans une posture « gaullienne », et alors que l'administration Bush use et abuse de l'argument de la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, il n'est pas indifférent de revenir sur l'histoire de la bombe française et de quelques alliés des USA.*

Au lendemain de la seconde guerre mondiale la physique française est très en retard sur la révolution qui s'est opérée avant guerre autour de la mécanique quantique, tant sur le point de vue théorique qu'expérimentale. L'écart se creuse encore plus à partir de 1942 lorsqu' Enrico Fermi, Niels Bohr, Robert Oppenheimer et de nombreux autres physiciens juifs allemands rejoignent le programme nucléaire américain Manhattan.

En France une certaine tradition expérimentale, issue des travaux des Joliot-Curie avait permis aux physiciens français d'extraire quelques milligrammes de plutonium, alors que le démarrage du

programme français prévoyait quelques cinquante kilos. La physique française de l'époque en est « *au stade du bricolage* » (1). L'intention de de Gaulle ne manque certes pas dès 45 de faire aboutir rapidement un programme. Mais le premier centre nucléaire français n'ouvre ses portes qu'en 1949 à Saclay. Comment dès lors expliquer, sans évoquer le « génie français » que la France ait put s'engager à fournir la bombe, dès le milieu des années cinquante, à Israël puis à l'Afrique du Sud.

L'histoire officielle veut que la France, en toute indépendance, ait équipé Israël suite aux accords de 1956. Si d'un point de vue industriel cette version correspond à la réalité - la France a bel et bien construit et livré à Israël un réacteur et une usine d'extraction du plutonium semblables aux modèles français - les accords « *ne marquaient pas le point de départ, mais le premier aboutissement de la coopération franco-israélienne.* » (2) En effet les Israéliens avaient créé leur programme de recherche à partir de 1952. Un centre de recherche, le centre Weizmann, hébergeait de nombreux physiciens ayant participé à l'élaboration de la bombe américaine. Le général Buchalet, chargé de superviser la bombe française est sans équivoque : « *Il y avait à cette époque deux pays qui étaient au courant de tout dans le domaine nucléaire : la Chine et Israël (...) il n'y a aucun doute, les israéliens possédaient les connaissances pour fabriquer une bombe A.* » (3)

Dès 1952, les seuls étrangers autorisés à circuler librement à Saclay sont les scientifiques israéliens. D'importantes quantités d'eau lourde sont envoyées par l'Institut Weizmann à Paris. En 1955 Shimon Pérès, alors responsable du programme nucléaire israélien, dispose d'un bureau à Matignon et le CEA israélien dispose d'une antenne à Paris. Parallèlement la France devient la première source d'approvisionnement en armes d'Israël. (3) Les accords de 1956 prévoyaient un prêt de 30 millions de dollars à Israël, aisément accordé par la France qui pouvait puiser dans le milliard de dollars débloqué par le congrès américain. En 1957 celui-ci lève exceptionnellement en faveur de la France la loi Mac Mahon qui condamne à mort tout personne transférant des données technologiques nucléaires ! Ce dispositif permettra de compléter le dispositif israélien : la loi permet « *la communication de plans d'armes atomiques, de matière fissile pour fabriquer ces armes.* » (cité par Lorentz).

Le premier tir fut programmé pour le début de 1960. « *Mais les français étaient incapables de calculer les paramètres de leur bombe. Pour cela, il leur aurait fallu un ordinateur équipé d'un programme informatique (...)* » (2) conçu par les américains. La loi Mac Mahon fut à nouveau contournée grâce aux israéliens qui disposaient de l'ordinateur et du programme : le 13 février 1960 la France fait « *exploser une bombe atomique dont les paramètres avaient été calculés par des scientifiques israéliens, sur un ordinateur de conception américaine fourni par l'institut Weizmann.* » (2) Tout ceci n'empêche pas de Gaulle de déclarer : « *Hourra pour la France ! Depuis ce matin, elle est plus forte et plus fière.* »

Les relations franco-israéliennes sont à leur apogée. Recevant Ben Gourion le Général déclare : « *Envers Israël, nous ressentons de l'admiration, de l'affection et de la confiance... A mes yeux vous êtes le plus grand homme d'Etat de ce siècle.* » La construction de la centrale de Dimona dans le désert du Neguev se poursuivait discrètement, bien que le motif officiel de la présence française en Israël ait été la construction... d'une usine de textile (4).

A notre lugubre trio se joignit bientôt un quatrième partenaire : l'Afrique du Sud. Il s'agissait d'acquérir la bombe suivante, la bombe H, toujours conçue par les américains. Ces derniers soutenaient discrètement le régime d'apartheid en proie à une forte contestation intérieure. Discrètement, mais sûrement : les américains étaient décidé à donner la bombe à leur allié dans la région. Mais la question raciale étant explosive aux Etats-Unis, ils ne pouvaient évidemment se permettre de lui vendre eux-mêmes. Les américains proposèrent donc à de Gaulle « *de s'en occuper à leur place* » (2), d'autant plus que la France était encore le seul partenaire officiel en matière de transfert de technologie nucléaire. En 1963 la France passe un accord vite surnommé « uranium

contre technologie » : Pretoria devient notre premier fournisseur en uranium, nous construisons leurs installations, formons le personnel.

Et puis on délocalise la dérangeante collaboration avec Israël : les physiciens israéliens rejoindront leurs collègues sud africains et français à partir de 1964. « *Mais peu importaient, pour de Gaulle et les responsables israéliens, l'apartheid ou le passé pro-nazi des dirigeants du Parti National Sud Africain.* » (2) Seule comptait l'avancée sous la baguette américaine vers la bombe H, au moins 1000 fois plus puissante que les bombes ayant explosé à Hiroshima et Nagasaki. En 68, l'histoire officielle veut que les français fassent exploser « leur » bombe thermonucléaire, transmettent « leur » savoir faire à l'Afrique du Sud, à l'Allemagne de l'ouest (qui se chargera de la vendre à l'Argentine). Une lecture attentive de l'histoire, telle qu'elle est racontée maintenant par certains acteurs mêmes du programme français, montre que la France a avant tout été l'artisan de la politique de prolifération nucléaire souhaitée par les Etats-Unis !

Laurent Grouet

(1) *L'aventure de l'atome*, ouvrage collectif sous la direction de P.-M. de la Gorce, 1992, Flammarion.

(2) *Affaires atomiques*, D. Lorentz. Les arènes, 2002.

(3) *Les deux bombes*, P. Péan. Fayard, 1991.

(4) *Combat pour la paix* (sic), Shimon Pérès. Fayard, 1995.

---

## **ANGERS : CONTRE-SOMMET AU G8 ENVIRONNEMENT**

### **L'environnement n'est pas une marchandise !**

TOUS A ANGERS ! 25, 26 et 27 Avril 2003

Forum : débats du 25 au 27 avril / Manifestation : Samedi 26 avril, 14h

Programme et Contact : Collectif unitaire G Monde Environnement 1, rue Bardoul, 49100 Angers -

Bte Vocale : 36 72 puis 25 27 04 - Fax : 02 41 43 39 75

<http://www.gmonde-env.org> - contact [gmonde-env.org](mailto:gmonde-env.org)

---

Ligue communiste révolutionnaire Commission nationale écologie

2, rue Richard Lenoir

93100 Montreuil

tél : 01 48 70 42 30 - fax : 01 48 59 39 59

site web : <http://www-lcr-rouge.org>

e-mail : [lcr-cne@laposte.net](mailto:lcr-cne@laposte.net)